



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**
**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2023-544

23/08/2023

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 14

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs/MAD (FAM, ASP, ONF, DGAMPA,SGAE) 14 postes

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de contrôleur.euse pluri-filières

Date limite de candidature : 02/10/2023

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation

Date limite de candidature : 14/09/2023

- 1 poste de chef.fe de pôle SIRH

Date limite de candidature : 21/09/2023

- 1 poste de chargé.e d'étude autorisation de plantation

Date limite de candidature : 21/09/2023

- 1 poste de chargé.e d'étude appui et qualité

Date limite de candidature : 11/09/2023

- 1 poste de chargé.e d'étude instruction liquidation

Date limite de candidature : 14/09/2023

- 1 poste de responsable de projet

Date limite de candidature : 30/09/2023

- 1 poste de chef.fe de pôle programmes opérationnels

Date limite de candidature : 15/09/2023

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef.fe projet « assistance »

Date limite de candidature : 08/09/2023

- 1 poste de gestionnaire de procédures complexes

Date limite de candidature : 22/09/2023

- 1 poste de Product Owner-Référentiels-Performance

Date limite de candidature : 08/09/2023

Office national des Forêts :

- 1 poste de directeur.rice agence de Lille

Date limite de candidature : 22/09/2023

Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture:

- 1 poste de che.fe de projet-assistance à maîtrise d'ouvrage SI pêche

Date limite de candidature : 19/09/2023

Secrétariat général des affaires européennes :

- 1 poste d'adjoint.e de chef du secteur AGRAP « Agriculture- Alimentation - Pêche »
Date limite de candidature : 14/09/2023

L'adjointe du sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Virginie CHENAL

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la région Grand Est

Contrôleur pluri-filières

Service Régional de l'Economie Agricole et de l'Agroalimentaire - Pôle FranceAgriMer
4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

N° appel à candidature : 23539	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs
Filière d'emploi : 3 - Contrôle	
Poste vacant	Localisation : Châlons en Champagne (51000)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère en charge de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Le Service Régional d'Economie Agricole et d'Agroalimentaire (SREAA) assure une fonction de pilotage, d'animation et d'appui à la mise en œuvre au niveau régional des politiques publiques agricoles et agroalimentaires européennes et nationales. Composé d'une cinquantaine d'agents répartis sur 3 sites, le service s'organise en 4 pôles par domaine de compétences :

- pôle « performance environnementale et valorisation des territoires » (Châlons-en-Champagne) ;
- pôle « FranceAgriMer » (Châlons-en-Champagne avec des unités à Metz et Strasbourg) ;
- pôle « compétitivité des entreprises » (Metz) ;
- pôle « suivi des programmations » (Strasbourg) ;

Seul pôle du SREAA réparti sur les 3 sites de la DRAAF, le pôle FranceAgriMer se compose d'environ 25 agents issus de FranceAgrimer et du Ministère en charge de l'agriculture.

Fort de cette double origine et de cette richesse de compétences, le pôle regroupe l'ensemble des missions de suivi, d'animation et de mise en œuvre des dispositifs de soutien aux filières. Compétent à la fois sur le secteur agricole et agroalimentaire, il privilégie une approche transversale des filières, de l'amont à l'aval.

Pour assurer la proximité avec les partenaires professionnels et les porteurs de projets, le pôle s'articule autour de 4 unités spécialisées :

- unité « grandes cultures » à Châlons en champagne ;
- unité « investissement vitivinicole » ; à Châlons en champagne et à Strasbourg ;
- unité « productions viticoles et certification houblon » à Strasbourg ;
- unité « contrôle » à Châlons, Metz et Strasbourg.

Objectifs du poste

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité, le contrôleur pluri-filières assure les contrôles en entreprises et/ou en exploitations de type physique et documentaire conformément aux réglementations nationales ou communautaires. Les contrôles portent sur l'ensemble des filières agricoles, principalement viticulture, grandes cultures, PCM.

Missions et activités principales :

Les missions du contrôleur de l'unité sont notamment :

- préparer (phase administrative), réaliser les contrôles sur place ou à distance et rédiger les rapports de contrôle,
- mettre à jour le logiciel suivi des contrôles,
- contribuer à la supervision de dossiers de contrôle,
- en cas de besoin, participer à la gestion administrative de dossiers d'aides.

Les contrôles sont réalisés dans l'ensemble des filières agricoles du Grand-Est (aides aux investissements vitivinicoles, filière céréale, filière élevage et autres filières).

Les missions sont susceptibles d'évoluer selon les besoins du service ou de l'établissement ou de l'établissement.

Des déplacements réguliers liés aux contrôles sur place sont à prévoir sur l'ensemble de la région Grand-Est et des appuis ponctuels à d'autres régions notamment en Bourgogne Franche-Comté, pouvant impliquer des découchés.

Relations fonctionnelles du poste :

- interne : agents de la DRAAF, agents du siège de FranceAgriMer.
- externe : entreprises et bénéficiaires des différents dispositifs, autres services administratifs, organismes professionnels agricoles, corps de contrôle externe.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
<ul style="list-style-type: none"> Connaissance des politiques agricoles et des filières agricoles ; Connaissances techniques et agronomiques en productions animales et végétales ; Maîtrise des réglementations communautaires et nationales applicables ; Maîtrise des principes de comptabilité générale (entreprises et exploitations) et de la comptabilité matières ; Connaissance du contexte organisme payeur. 	<ul style="list-style-type: none"> Autonomie, adaptabilité et réactivité ; Sens de l'organisation, capacité d'analyse et de synthèse ; Maîtrise des procédures et des applicatifs métiers et des outils de contrôle ; Maîtrise des outils bureautiques ; Rigueur et méthode ; Capacité à rechercher l'information et la documentation pertinente, à la partager et la transmettre ; Capacités rédactionnelles ; Aptitude au travail en équipe et à rendre compte.
Diplôme – Expérience professionnelle	
Minimum baccalauréat validé pour les candidats contractuels	
Contraintes du poste :	
Déplacements liés aux contrôles sur place	
Poste clé¹ :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Poste à priviléges³ :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Personnes à contacter	
Fabrice GUICHON, chef du service Régionale d'Economie Agricole et Agroalimentaire 03.26.66.20.11 - fabrice.guichon@agriculture.gouv.fr	
Vincent GUEUTIER – Chef du pôle FranceAgriMer 03.26.66.20.43 - vincent.gueutier@franceagrimer.fr	
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement 01.73.30.22.35 - mobilite@franceagrimer.fr	
Conditions de travail	
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.	
DATE LIMITÉE DE CANDIDATURE : 02/10/2023	
Le dossier de candidature doit comporter :	
<ul style="list-style-type: none"> Une lettre de motivation, Un curriculum-Vitae, Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire instruction liquidation Lait et fruits dans les écoles

**Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité /
Unité Interventions sur les marchés et dans les écoles**

N° appel à candidature : 23550	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : 2 Groupe 2 si corps des secrétaires administratifs
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

La Direction des Interventions, composée de 5 services, gère les dispositifs d'intervention financiers et non financiers de l'Union Européenne et/ou nationaux. Dans ce cadre, le Service Marché, Certificats et Qualité (MCQ) regroupe 2 unités et 1 délégation nationale, dont l'unité Interventions sur les marchés et dans les écoles (IME).

Celle-ci est chargée principalement de la mise en œuvre du programme UE à destination des écoles et des mesures d'intervention publique ou de stockage privé de l'OCM unique.

L'unité IME est composée de 15 agents répartis en 2 pôles :

- Lait et fruits à l'école.
- Interventions sur les marchés et suite de contrôle.

Objectifs du poste

Au sein d'une équipe de 15 personnes, le poste consiste à instruire des demandes de paiements ou des rapports de contrôle sur place (CSP) du programme UE à destination des écoles en vue de donner les suites appropriées dans le respect des procédures et des délais réglementaires. De plus, il est demandé d'apporter, en tant que de besoin, un soutien en gestion sur les autres dispositifs mis en œuvre dans l'unité.

Missions et activités principales :

- Vérifier la recevabilité et la complétude des dossiers de demande d'aide ou de rapports de CSP.
- Procéder à la saisie informatique des dossiers.
- Etablir des courriers de rejet des demandes d'aide ou de phase contradictoire pour les rapports de CSP.
- Décider des suites données à l'instruction des dossiers : liquidation des demandes de paiement (calcul du montant de l'aide) ou émission des titres de recettes pour les remboursements des sommes indues.
- Archiver et classer les dossiers.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : unité contrôle, agence comptable et service informatique.
- Demandeurs des aides (collectivités, écoles, etc.).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des procédures administratives et de la réglementation régissant les mesures gérées.
- Connaissance de l'organisation de l'établissement, de son environnement administratif.

Dans le cadre du parcours d'intégration, un accompagnement par le biais de formation ou/et de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation et acquérir le savoir spécifique au poste.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures.
- Maîtrise des logiciels bureautiques usuels et connaissances des applicatifs métiers.
- Adaptation aux différentes mesures.
- Maîtrise de la relation avec un tiers.
- Rendre compte.

Savoir être :

- Rigueur.
- Réactivité.
- Adaptabilité.
- Bonne communication.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé en cas de candidature de contractuel

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières.

Poste clé¹ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à priviléges³ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>

Personnes à contacter

Sylvie LACARELLE,– Direction des interventions

Tel : 01.73.30.31.59 – sylvie.lacarelle@franceagrimer.fr

Franck LEHMANN – Direction des interventions

Tel : 01.73.30.21.47 franck.lehmann@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement

Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 14/09/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) du pôle SIRH et suivi des effectifs

Secrétariat général - Service des ressources humaines

N° appel à candidature : 23557	Catégorie : A
Classement parcours professionnel : 1	Cotation RIFSEEP : G3 si IAE ou AAE application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)
Filière d'emploi : 1 - Elaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant	Localisation : Siège de FranceAgriMer – Immeuble Arborial – 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2^odu Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel

FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche./de la pêche et de la souveraineté alimentaire.

Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à l'orientation des filières (plans stratégiques, dialogue interprofessionnel, organisation), à accompagner les projets économiques des filières (mesures communautaires et nationales, investissements d'avenir, mesures de crise conjoncturelle,..).

FranceAgriMer regroupe près de 1.000 collaborateurs, répartis au siège de l'établissement à Montreuil, dans les délégations nationales de Libourne (33), La Rochelle (17) et Volx (04) ainsi qu'au sein des 13 directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) constituant l'échelon territorial.

Le service des ressources humaines est un des services du Secrétariat général. Il est organisé en 4 pôles et compte une trentaine d'agents.

Le service des ressources humaines met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement en lien avec celui du ministère en charge de l'agriculture.

Le pôle SIRH et suivi des effectifs :

- veille à l'évolution, à la cohérence et à la qualité du système d'information des ressources humaines ;
- est en charge du suivi de la gestion du temps au quotidien, ainsi que du dialogue et de l'information réglementaire aux agents sur ces sujets ;
- a en charge la gestion et le suivi de l'annuaire des identités et des accès nécessaires à la traçabilité des mouvements au sein de l'établissement ;
- établit la prévision budgétaire et le suivi prévisionnel des effectifs dans le respect des plafonds d'emploi et de la masse salariale ;
- participe à la gestion des questions relatives à la santé et la sécurité au travail, les risques psycho-sociaux et le handicap ;
- pilote l'établissement du rapport social unique.

Objectifs du poste

Sous l'autorité du chef de service, le / la chef(fe) de pôle anime une équipe de 6 agents (dont 3 de catégorie A) autour des thématiques exposées ci-dessus.

Ce poste s'inscrit dans une évolution du service des ressources humaines : changement du SIRH, mise en place de procédures et d'outils dématérialisés.

Missions et activités principales

Animer l'équipe : planifier et organiser l'activité des gestionnaires du pôle.

Piloter le suivi de l'activité, notamment des campagnes relatives au télétravail, au compte épargne-temps et de réfaction de RTT et poursuivre la démarche de dématérialisation de ces processus.

Participer au processus de certification du système de management de la sécurité de l'information (ISO 27001) pour ce qui relève de la gestion des accès : superviser le contrôle mensuel des identités et des accès aux applications informatiques et métiers délivrés aux agents, assurer la révision documentaire, participer aux audits.

Dans le cadre de l'activité organisme payeurs du fonds communautaire FEAGA, suivre les engagements souscrits dans le cadre déontologique (prévention des conflits d'intérêts potentiels, cumul d'activité, charte de déontologie).

Coordonner l'élaboration du rapport social unique (contributions des différents services, contrôle de cohérence, échanges avec le service communication).

Le/la chef(fe) de pôle est associé(e) par l'encadrement du service, en tant que de besoin, aux travaux portant notamment sur le système d'information des ressources humaines actuel (Virtualia) et à venir (RenoIRH) ainsi que sur la gestion de la masse salariale.

Relations fonctionnelles du poste

Au sein du SRH, l'ensemble des pôles.

Les agents des autres services du SG, des directions du siège et des services territoriaux.

Le service des ressources humaines du ministère en charge de l'agriculture.

Compétences requises pour le poste

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance du statut général de la fonction publique et des statuts particuliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Animer, encadrer, motiver une équipe - Savoir communiquer

<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'établissement et de ses missions - Règle de gestion des agents (gestion du temps et des absences...) - Bases de la gestion budgétaire (masse salariale...) - Intérêt pour les actions de modernisation de l'action publique 	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir rédiger des notes techniques ou comportant des aspects réglementaires - Prévenir et gérer les situations sensibles - Faire preuve de rigueur et d'initiative - Savoir rendre compte et faire preuve d'autonomie et de créativité
Poste clé¹ :	Oui Non X
Poste à caractère sensible² :	Oui Non X
Poste à priviléges³ :	Oui Non X

Personnes à contacter

Philippe LE FAUCHEUR, chef du service des ressources humaines
philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr – Tél : 01.73.30.24.00

Karine FAVRE-DANNE, adjointe au chef du service des ressources humaines
karine.favre-danne@franceagrimer.fr – Tél : 01.73.30.24.19

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. Le site dispose d'un parking sécurisé pour les vélos, les trottinettes et les voitures.

Le site de Montreuil est entièrement accessible aux personnes à mobilité réduite et dispose en outre d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité et dans la limite de 3 jours par semaine.

Vous bénéficieriez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi que de places dans une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21 septembre 2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- une lettre de motivation,
- un curriculum-Vitae,
- pour les agents fonctionnaires, le dernier arrêté d'avancement d'échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'étude-autorisation de plantation

Direction Interventions / Unité Potentiel viticole et pilotage de la restructuration

N° appel à candidature : 23580	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	<p>Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement</p>
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	<p>Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex</p>

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Dans le secteur de la viticulture, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune.

Le poste est rattaché à l'unité gestion du potentiel et pilotage de la restructuration (6 agents) au sein du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles de la direction des Interventions.

L'unité est notamment chargée des procédures de délivrance des autorisations de plantation de vignes et maîtrise d'ouvrage de l'application associée. L'unité assure également le pilotage national de la mesure restructuration du vignoble relevant de l'organisation commune des marchés dans le secteur viticole.

Objectifs du poste

Le poste a pour objectif le pilotage du dispositif de délivrance des autorisations de plantation de vignes, comprenant l'élaboration des procédures, la formation et la coordination du travail des services territoriaux de FranceAgriMer.

Ce poste est en binôme avec le/la chargé.e d'études – référent informatique maîtrise d'ouvrage sur Vitiplantation.

Missions et activités principales :

Sous la responsabilité de la cheffe d'unité et son adjoint :

- Participer à la mise en œuvre de la réglementation nationale relative aux autorisations de plantation de vignes, ainsi qu'aux évolutions de la réglementation ;
- Rédiger les manuels de procédures, participer au pilotage, à la coordination des services régionaux de FranceAgriMer et délégations territoriales de l'INAO ;
- Participer aux ateliers sur les évolutions ou d'adaptations de la téléprocédure Vitiplantation, en lien avec le référent informatique maîtrise d'ouvrage de l'application,
- Etre force de proposition pour les évolutions réglementaires et de procédure ;
- Instruire les recours ;
- Dispenser des formations sur le régime des autorisations de plantation ;
- Le cas échéant, participer à l'activité liée à la mesure restructuration du vignoble.

Relations fonctionnelles du poste :

Service informatique, la DGDDI, les services territoriaux de FranceAgriMer, l'INAO et ses délégations territoriales

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Connaissance de la réglementation européenne horizontale et spécifique au secteur vitivinicole
Notions en agronomie et viticulture

Savoir-faire / Maîtrise

Capacité à coordonner et animer
Rigueur d'analyse et capacités de synthèse
Sens du contact et aisance dans la communication
Capacité rédactionnelle
Réactivité

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum licence validé

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non x
Poste à priviléges³ :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Marie TOUVAIS, cheffe de service : 01 73 30 23 60, marie.touvais@franceagrimer.fr

Sophie PENET, cheffe de l'unité : 01 73 30 25 25 ; sophie.penet@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études rh ; mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21/09/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer

Chargé(e) d'étude appui et qualité aux contrôles sur place

Direction des Interventions / Service contrôles et normalisation / Unité Contrôle

N° appel à candidature : 23602	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : 1 si corps des SA 1 si corps des TS (application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2^edu Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Au sein du Service Contrôles et Normalisation de la Direction des Interventions, l'Unité Contrôles pilote de nombreux dispositifs de contrôles sur place prévus par des réglementations communautaire ou nationale. Ces interventions concernent tous les secteurs agricoles (vin, fruits et légumes, lait, viande, céréales, pêche....) pour lesquels des contrôles sont à réaliser selon différentes modalités : contrôles de surface, contrôles de comptabilités matières et financières, contrôles visuels, etc.

L'unité Contrôles réalise l'interface entre les services demandeurs des contrôles et les services territoriaux réalisateurs de ces contrôles. Elle est en charge de l'élaboration des procédures, des méthodologies de contrôle sur place, du pilotage et du suivi de l'avancement des contrôles sur place. Elle représente l'établissement, sur son activité, auprès des corps chargés de contrôler FranceAgriMer.

Objectifs du poste

Rattaché(e) à une équipe de 9 personnes, vous serez chargé(e) de l'appui et de la qualité des travaux menés par les collaborateurs sur le terrain et vous porterez ainsi conseils à l'ensemble de vos collègues afin d'améliorer les outils de contrôle ainsi que les processus internes.

Missions et activités principales

En tant que chargé, vous :

- serez responsable de la qualité des rapports de contrôles réalisés avant leurs exploitations afin de porter support et appui à vos collègues de FranceAgriMer.
- veillerez ainsi à la bonne exécution des programmes de contrôles via la participation aux travaux divers de l'unité via l'expertise de vos activités qualité, la tenue de tableaux de bords et de bilans
- participerez à l'amélioration des outils et des processus internes et favoriserez leur bonne compréhension par des actions de communication adaptées
- suivez la gestion administrative et budgétaire
- participerez à la préparation des dossiers pour les collaborateurs sur le terrain ou pour les auditeurs.

La prise de poste est accompagnée tout au long du parcours de suivi et accompagnement par les membres de l'équipe.

Relations fonctionnelles du poste

- Au sein de FranceAgriMer : agents de l'unité Contrôles, les services Territoriaux, les contrôleurs sur place, les autres directions et service internes à FranceAgriMer
- Le Ministère de l'Agriculture et la Souveraineté alimentaire,
- Commission de Certification des comptes des Organismes payeurs, Commission européenne ; Cour des Comptes

Compétences requises pour le poste

Savoirs / Connaissances

- Souhaits de mettre vos compétences ou connaissances au service d'un opérateur européen d'aides communautaires agricoles

Savoir-faire / Maîtrise

- Volonté d'apprendre
- Polyvalence
- Être à l'écoute
- Qualités organisationnelles
- Travailler en équipe et en réseau

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum licence validée pour les candidats contractuels

Poste clé¹ :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non x
Poste à priviléges³ :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Pascale DEMET – Chef du service « Contrôle et Normalisation »

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Tél : 01.73.30.25.12 – pascale.demet@franceagrimer.fr

Emmanuelle MOREAU – Cheffe unité contrôles

Tel : 01.73.30.20.47 – emmanuelle.moreau@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, Chargée de mission recrutement

Tél. : 01.73.30.22.35 - mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 11/09/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, le grade et l'échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'étude - Instruction / liquidation

**Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels, pêche et promotion /
Unité Promotion**

N° appel à candidature : 23621	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	<p>Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement</p>
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	<p>Localisation : Montreuil (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex</p>

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2^edu Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Dans le secteur de la viticulture et pour d'autres filières, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune (PAC). Au sein de la direction « Interventions » de FranceAgriMer, le poste est rattaché au service « programmes opérationnels, pêche et promotion » et à l'unité « Promotion ».

L'unité, composée de 25 à 30 personnes organisées en 4 pôles, gère différents processus d'aide à la promotion des produits agricoles ou agroalimentaires en France, au sein de l'Union Européenne ou vers des pays tiers à l'UE.

Des crédits communautaires et nationaux sont mis en œuvre pour accompagner les opérateurs (entreprises, interprofessions, ...) dans leurs actions de promotion.

Les instructeurs/liquidateurs travaillent en équipe au sein des pôles sous la responsabilité d'un cadre.

Objectifs du poste

Au sein d'un pôle de 4 à 6 personnes, instruction et liquidation de dossiers de demande d'aide à la promotion dans le cadre de l'OCM vitivinicole et supervision du travail d'instruction d'autres agents.

Des missions transversales au service de l'unité s'y ajoutent en tant que de besoin.

Missions et activités principales :

- Vérifier les différentes pièces et informations des dossiers et liquider conformément aux procédures
- Analyser la recevabilité de ces dossiers et établir le montant d'aide à verser
- Assurer la rédaction et le suivi des échanges inhérents au traitement des dossiers
- Saisir les données de paiement dans l'applicatif dédié à la mesure
- Préparer le dossier d'ordonnancement pour la transmission à l'agence comptable
- Assurer le reporting du suivi des dossiers
- Alerter sur les difficultés et les cas particuliers
- Archiver et classer l'information pour la rendre accessible

Chaque dossier est instruit puis supervisé par deux personnes différentes. Les agents travaillent généralement en binômes qui assurent supervision et contrôle mutuels.

Les dossiers transversaux dont est chargé l'agent sont portés par lui en collaboration avec son chef de pôle. Les travaux en binôme sont fréquents. L'agent chargé d'un sujet en constitue le référent pour l'Unité, il est chargé de la diffusion et la consolidation des pratiques et positions sur le sujet dans l'Unité.

Relations fonctionnelles du poste :

Au sein de FranceAgriMer : autres agents de l'Unité, agence comptable, service des contrôles, service juridique, opérateurs bénéficiaires de l'aide.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
<ul style="list-style-type: none"> • Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à travailler en équipe • Capacités d'analyse et de synthèse

<ul style="list-style-type: none"> Des connaissances dans le domaine de l'instruction de dossiers administratifs Maitrise des outils bureautiques usuels 	<ul style="list-style-type: none"> Capacités rédactionnelles Rigueur dans l'exécution des tâches
Diplôme – Expérience professionnelle	
Minimum bac+ 3 validé et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste.	
Contraintes du poste :	
Pas de contraintes particulières	
Poste clé¹ :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à priviléges³ :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Personnes à contacter	
Frédéric VINOT, unité promotion tél. : 01 73 30 21 72 ✉ : frédéric.vinot@franceagrimer.fr	
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement tél. : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr	
Conditions de travail	
<p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.</p> <p>Vous bénéficieriez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</p> <p>Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.</p> <p>Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 14/09/2023	
<p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Expert long-terme International

Responsable de projet de coopération internationale - Conseiller Résident Jumelage (CRJ)
« Appui au déploiement opérationnel de la nouvelle Agence Nationale des Eaux et Forêts (ANEF) » à Rabat au Maroc

Mission des affaires européennes et internationales

N° appel à candidature : 23642	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 3 si corps des attachés d'administration 3 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement (application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)

Filière d'emploi : 4 - Action européenne et internationale

Vacant – Prise de fonction dès que possible	Localisation : Maroc
--	-----------------------------

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis par voie de détachement sur contrat.

Les agents non fonctionnaires sont recrutés sous contrat d'usage pour une durée estimée de la mission à 2 ans.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche, FranceAgriMer :

met en œuvre des dispositifs de soutien technique et financier, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;

assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques.

Le poste est rattaché à l'Unité « Commission internationale et politique agricole commune - PAC » (UCIPAC) de la Mission des Affaires européennes et internationales (MAEI) de FranceAgriMer.

L'UCIPAC est pour l'essentiel chargée de conduire des projets et les actions à l'international de l'Etablissement, qui s'inscrivent de façon plus générale dans la stratégie d'influence du Ministère en charge de l'agriculture ainsi qu'en soutien des filières françaises. Il s'agit de mettre en œuvre des projets de coopération internationale et des actions d'appui à l'export et à l'internationalisation des entreprises, d'assurer un rôle de coordination au sein de l'établissement sur les sujets européens et d'assurer l'organisation de la Commission thématique interfilières (CTI) agricole et agro-alimentaire internationale et de ses Comités et de groupes de travail.

Objectifs du poste

Le projet de coopération internationale « Appui au déploiement opérationnel de la nouvelle Agence Nationale des Eaux et Forêts (ANEF) », piloté par le MASA (assisté par un consortium constitué probablement de l'Italie et la Suède) doit démarrer au début de l'année 2024.

Il s'agit d'un jumelage européen, dont l'objectif est d'accompagner la création et la structuration de la nouvelle Agence Nationale des Eaux et Forêts au Maroc et de sa future structure publique des parcs nationaux.

Missions et activités principales :

Le/la conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ) est un(e) expert(e) long-terme international(e) ayant en charge la direction des opérations du jumelage au quotidien. En collaboration étroite avec le(la) chef(fe) de projet, il/elle supervisera le projet pour atteindre les objectifs et résultats fixés en début de projet par le contrat de jumelage.

Résidant(e) au Maroc pendant toute la durée du jumelage, il/elle sera responsable de la gestion globale et de la coordination des activités du jumelage, en liaison avec la cheffe de projet et les experts marocains et français :

- préparer tous les documents liés au jumelage ;
- coordonner et organiser les activités de formation et de visites d'étude ;
- fournir des conseils techniques pour la gestion du personnel dans le cadre du développement du projet ;
- faciliter la coordination entre les ministères et les institutions impliquées ;
- organiser des réunions avec les acteurs et parties prenantes du projet ;
- fournir un appui aux experts court-terme pour la bonne organisation des missions, séminaires et formations.

La langue de travail sera le français.

Relations fonctionnelles du poste :

Son bureau sera positionné au Maroc au sein de l'Agence Nationale des Eaux et Forêts (ANEF). Il/elle disposera d'un assistant local et sera en étroite relation avec un homologue CRJ marocain, avec les chefs de projets marocain et français et leurs équipes, avec l'autorité de gestion de projet et avec la délégation de l'Union européenne sur place.

Par ailleurs, son autorité hiérarchique étant à Montreuil, le/la CRJ participera en visio-conférence aux réunions d'unité et autres échanges d'équipe UCIPAC. Il sera plus particulièrement en lien étroit avec le/la chargé(e) de projets de coopération.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Savoir être
<ul style="list-style-type: none"> • Expérience dans la conduite et la gestion de projets, si possible financés par l'UE. • Expérience du lien avec des opérateurs de l'État appréciée. • Connaissance de l'organisation administrative dans le secteur forestier et expérience de gestion forestière appréciées • Connaissance de la politique et de la réglementation européenne en matière forestière et environnementale appréciée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Fonctionnaire (ou assimilé) au sein d'une administration publique. • Fortes aptitudes administratives, techniques et relationnelles, ainsi qu'à la communication et au travail en équipe multidisciplinaire. • Capacités de rédaction et de communication. • Expérience internationale appréciée.

Diplôme – Expérience professionnelle

Diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine de l'agriculture ou de l'agronomie ou de la forêt ou de la gestion des espaces naturels
Minimum 10 années d'expériences professionnelles

Contraintes du poste :

Déplacements

Poste clé¹ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à priviléges³ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>

Personnes à contacter

[Sonia STIMMER, cheffe de l'Unité CIPAC – Tel : 01.73.30.21.40, sonia.stimmer@franceagrimer.fr](mailto:sonia.stimmer@franceagrimer.fr)

[Marie BONNAMY, chargée de mission Unité CIPAC – Tel : 01.73.30.20.29, marie.bonnamy@franceagrimer.fr](mailto:marie.bonnamy@franceagrimer.fr)

Tiphaine LELIEVRE–chargée de recrutement -service des ressources humaines : Tél. : 01.73.30.22.35
mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

Les candidats qui souhaitent obtenir des renseignements complémentaires :

http://ec.europa.eu/enlargement/tenders/twinning/index_en.htm

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/09/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Présentation des conseillers résidents de jumelage

Dans le cadre des appels à proposition de Jumelages de plus de 6 mois, la France doit proposer un/une Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ).

Responsabilités

Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un(e) expert(e) long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Résidant dans le pays bénéficiaire pour une longue durée (de 12 à 24 mois), il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le(s) chef(fe) de projet et les experts du pays bénéficiaires et français :

- préparer tous les documents liés au jumelage ;
- coordonner et organiser les activités de formation et de visites d'étude ;
- fournir des conseils techniques pour la gestion du personnel dans le cadre du développement du projet ;
- faciliter la coordination entre les ministères et les institutions impliquées ;
- organiser des réunions avec les acteurs et parties prenantes du projet ;
- fournir un appui aux experts court-terme pour la bonne organisation des formations.

Le départ et le retour de l'agent en mission long-terme peuvent être facilement anticipés :

- une période de latence de 6 à 12 mois, entre le dépôt d'une offre et le départ en mission ;
- la durée d'un jumelage est fixée dès le début, et peut être allongée d'une durée de 3 mois maximum.

Rémunération

Le CRJ continuera à percevoir son salaire normal (dont les primes, supplément familial...) dans son État membre d'origine tout au long de sa mission.

En plus de son salaire normal, le CRJ recevra une allocation de subsistance au taux fixé par la Commission pour toute la durée de sa mission, sans révision.

Pour le compte du MASA, FranceAgriMer perçoit une somme équivalente à celle qu'il aurait perçue s'il avait continué à travailler dans son administration d'origine (et non à l'étranger), y compris les charges sociales et patronales assimilées, plus une prime de 6 % du montant total pour couvrir les frais supplémentaires d'un remplaçant.

Les frais suivants lui seront également remboursés (sur présentation d'un justificatif dupliqué) en fonction d'un barème applicable à tous les EM :

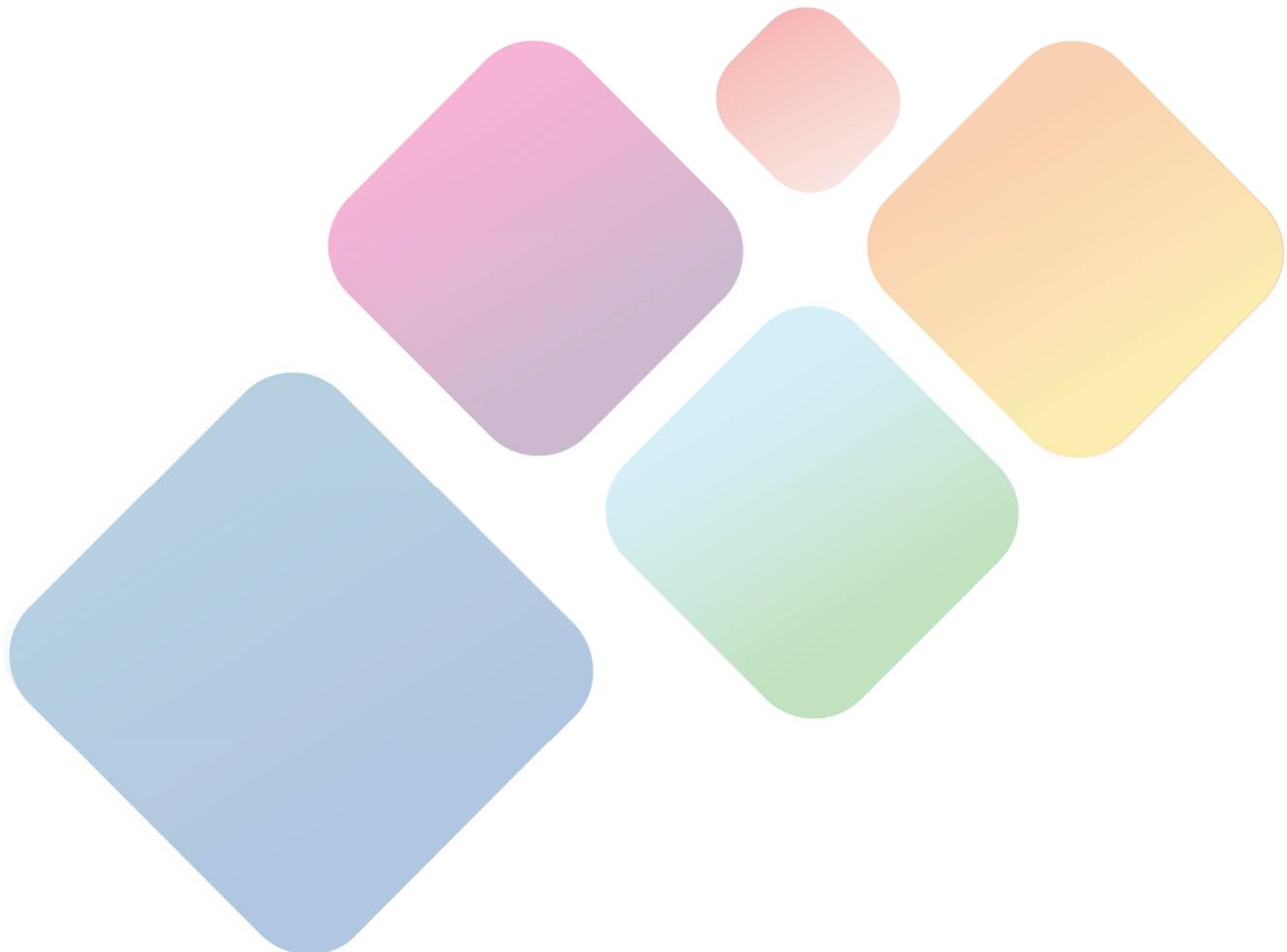
- frais de voyage au début et à la fin de sa mission ;
- frais de déménagement (pour le contenu complet de son ménage s'il est accompagné de sa famille ou pour une partie de ses effets personnels, s'il déménage seul) ;
- indemnité mensuelle pour voyage aller-retour dans l'EM à partir du second mois de sa mission, si aucun frais lié aux membres de la famille n'est facturé au projet.

Spécificités des agents à la retraite

Des experts récemment mis à la retraite (moins de deux ans avant le lancement du projet) peuvent être réengagés en qualité d'agents publics temporaires soit par une administration, soit par un organisme mandaté. À l'instar des fonctionnaires non statutaires, ils doivent être liés contractuellement à l'organisme responsable du projet de jumelage. Le remboursement du salaire des experts récemment mis à la retraite s'effectuera selon les mêmes principes que ceux qui ont été énoncés plus haut pour les agents publics temporaires.



Si la législation nationale prévoit la déduction du montant de la retraite du traitement du fonctionnaire du secteur public, le projet ne remboursera que les dépenses salariales réelles du contractant.



Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de pôle programmes opérationnels

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /
Unité Programmes opérationnels

N° appel à candidature : 23643	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat (application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le secteur des fruits et légumes, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels », qui comprend 26 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP, et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne.

Objectifs du poste

Au sein du pôle dont il a la responsabilité, le titulaire du poste encadre une équipe en charge du suivi d'un ensemble d'organisations de producteurs ayant déposé un programme opérationnel. Il organise et supervise le travail de son équipe.

Le titulaire est également référent sur certaines activités gérées ou suivies par l'unité et assume à ce titre des tâches transverses en plus de la gestion de son équipe.

Missions et activités principales :

- Assurer l'encadrement et la supervision d'une équipe de 3 à 4 agents, pour l'agrément des programmes opérationnels et l'instruction et la liquidation des fonds opérationnels
- Dans le cadre d'une délégation de signature, remplacer la cheffe d'unité en cas d'absence et représenter l'unité, en particulier dans son domaine de référence ou pour toute autre mission déléguée
- Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes et des outils, au suivi et au pilotage d'activités portant sur des thèmes transverses ou connexes aux programmes opérationnels
- Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes en particulier dans son domaine de référence
- Etre référent sur des activités transverses à l'unité
- Accompagner et former les agents de l'unité si nécessaire
- Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégués filières, agence comptable, service informatique, service juridique,
- Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, organisations de producteurs et familles professionnelles du secteur des fruits et légumes
- Corps de contrôle et de certification, français et européens

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacités managériales, accompagnement du changement
- Maitrise des outils bureautiques classiques
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- Reporting à la hiérarchie

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac + 3 validé

Contraintes du poste :

Néant

Poste clé¹ :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non x
Poste à priviléges³ :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion

☎ : 01 73 30 29 80 ☐ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Isabelle BRETAUDEAU, cheffe de l'unité programmes opérationnels

☎ : 01 73 30 21 60 ☐ : isabelle.bretaudau@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01 73 30 22 35 ☐ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 15/09/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



CHEF DE PROJET

« Assistance » (H/F)

L14157



Localisation : LIMOGES (Siège ASP)



Statut: Titulaire Cat A, Ouvert aux contractuels



Cotation RIFSEEP : 2

Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études : Bac + 3 et plus

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Au sein de la Direction des Opérations vous serez responsable de la supervision et du suivi de l'assistance utilisateurs sur les systèmes informatiques mobilisés pour la mise en œuvre de la programmation 2023-2027 de la Politique agricole commune (PAC).



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'Agriculture et de la Pêche.

Vous intégrerez dans la direction des opération (DO) la ligne produits RDR qui assure, pour la programmation 2023-2027, la construction des systèmes informatiques nécessaires à l'instrumentation et la gestion des aides FEADER HSIGC.

Vous serez rattaché hiérarchiquement au chef de secteur Intégration-Production-Assistance.

Ce secteur :

Porte avec son équipe, tous les travaux d'intégration des produits de la Ligne, sur les environnements d'intégration et de validation y compris ceux qui sont partagés avec les partenaires externes.

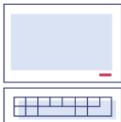
En lien avec les équipes de la DNSI, coordonne tous les travaux préparatoires aux installations des produits sur les environnements de validation et de production.

Pilote et supervise l'assistance réalisée par les différentes équipes (DR, métier, projets, DNSI) pour garantir l'atteinte des niveaux de services fixés.



MISSIONS

- Coordination et pilotage des opérations de production
- Animation des différents équipes métiers et techniques en charge de l'assistance
- Suivi de l'activité d'assistance en relation avec la direction de l'organisation et de la performance
- Contribution à l'amélioration continue du traitement des incidents, en lien avec les experts fonctionnels et techniques



- Elaboration et production d'indicateurs pertinents,
- Consolidation des tableaux de bord de suivi de l'activité de l'assistance auprès de la direction

MISSIONS



CHAMP RELATIONNEL

Vous serez en relation directe avec les équipes projets et métier ainsi qu'avec les agents en charge de l'assistance (au Siège et dans les Directions Régionales de l'ASP)



SAVOIRS

- Bonne connaissance des procédures d'assistance
- Bonne connaissance de l'outil JIRA (Software et Service Management)
- Maîtrise des outils bureautiques
- Bonne connaissance du processus d'ingénierie d'un projet informatique
- Une connaissance de la gestion des aides agricoles serait appréciée



SAVOIR-FAIRE

- Aptitude à coordonner et faire travailler ensemble plusieurs équipes
- Rigueur et sens du service public
- Qualités relationnelles
- Qualités rédactionnelles
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Réactivité et sens des priorités
- Capacité à anticiper, à prendre des initiatives et à proposer des solutions
- Capacité d'adaptation à l'évolution de son environnement
- Aptitude à partager, à rendre compte et à alerter



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- David HUBER - DDRP / DO - Directeur adjoint DDRP - Directeur des Opérations - david.huber@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 07 03
- Catherine MANSOUR - DDRP / MAF - Chargée de mission RH - catherine.mansour@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 01 32

Gestionnaire de procédure complexe

L13009



Localisation : 2 rue du Maupas – 87040 Limoges cedex 01



Statut: Titulaire Cat. B / Ouvert aux contractuels



Cotation RIFSEEP : Groupe 2
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : BAC à BAC + 2

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Au sein du service appui à la gestion, contrôle interne et outils (SAGCIO) vous assurez principalement le visa des dépenses de fonctionnement et d'investissement et vous apportez un appui aux gestionnaires des directions régionales et du siège sur les questions de processus de la dépense ou sur les aspects réglementaires, notamment la gestion des engagements juridiques, le suivi des factures reçues via Chorus Pro, les commandes.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de

l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est à Limoges et comporte un réseau de 12 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Vous intégrerez le service appui à la gestion, contrôle interne et outils (SAGCIO) au sein de la Direction financière, juridique et logistique (DFJL).



MISSIONS

Vous aurez pour mission de :

(GFD).

- viser les dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement
- mettre en application les règles comptables et budgétaires au regard des procédures internes (politique d'achat, codifications analytiques)
- suivre et accompagner les gestionnaires dans le traitement des dossiers ayant fait l'objet d'un refus ou le cas échéant d'un rejet
- contrôler de l'intégration des données issues des interfaces comptables
- assister fonctionnellement les utilisateurs (GFD -gestion frais de déplacement- et PEP Premium -outil budgétaire et comptable-)



**CHAMP
RELATIONNEL**

- Les directions du siège,
- les directions régionales,



SAVOIRS

- Maîtrise de la réglementation relative au visa des pièces comptables
- Appropriation des procédures internes de contrôle des pièces de dépense et de recette
- Maîtrise des outils de production afférents aux missions exercées (PEP Premium, GFD,...) et des logiciels bureautiques (Excel, Word,...)



SAVOIR-FAIRE

- Rigueur, méthode et réactivité
- Capacité d'initiative et d'autonomie
- Aptitudes au travail en équipe, qualités relationnelles
- Sens de l'adaptation et capacité à synthétiser l'information
- Capacité à rendre compte
- Participer à la diffusion et à l'amélioration des procédures internes



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Monsieur BEGOUT Dimitri, Chef du Service Appui à la gestion contrôle interne, outils (SAGCIO) :
dimitri.begout@asp-public.fr

Monsieur DEMESY Stephen, Directeur adjoint en charge de la dépense, de l'immobilier et de la logistique :
stephen.demesy@asp-public.fr

PRODUCT OWNER

« Référentiels et Performance » (H/F)

L14222



Localisation : Siège ASP, Limoges



Statut: Titulaire Cat. A, Ouvert aux contractuels



Cotation RIFSEEP : 2

Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études : Bac + 3 et plus

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Sur le programme RDR4, le titulaire est responsable pour les produits RefPAC, RCIPAC, Dataplan, Sigma et Eurêka :

- Des évolutions à apporter aux produits en coordination étroite avec les nombreuses parties prenantes : les équipes métier de la DDRP (SVRP et SADRP), le Ministère de l'Agriculture, le programme Lac de Données Agricoles,

la DSDA, les autres Organismes Payeurs, les Régions et leurs éditeurs

- Du pilotage de l'équipe projet en mode agile, du respect des délais, de la qualité des livrables, du reporting et de la communication interne et externe



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'Agriculture et de la Pêche.

Vous intégrerez la Direction des Opérations de la DDRP, qui porte le pilotage des systèmes d'information sur le périmètre des aides confiées à la DDRP, et notamment celles relevant du fonds FEADER.

Vous serez rattaché hiérarchiquement au Responsable de Ligne Produits en charge des

produits RDR4 (hors Instruction).

L'équipe Référentiels et Performance assure la construction et la maintenance des produits référentiels (RefPAC et RCIPAC), Performance (Dataplan et Sigma) et de l'outil d'aide en ligne Eurêka.



MISSIONS

RÉFÉRENT DE LA VISION MÉTIER

Porte la vision des produits en tenant compte des besoins métier

Mène une réflexion stratégique des versions à venir

Assure l'interface avec les autres équipes (de la Ligne Produit, de la DDRP, des autres directions de l'Agence, externes)

PAR SON ÉQUIPE

Formule et communique explicitement les objectifs des produits à l'équipe. Répond à ses questions

Veille au respect des normes (RGAA, RGS, RGPD, Service Public+)

Participe au cadrage des évolutions

PRIORISE PAR LA VALEUR

Recueille le besoin

Définit, priorise et valide le Backlog en transparence

FACILITE LA COMPRÉHENSION DU BESOIN

RECETTE & PRODUCTION

- Organise la stratégie et le déroulement des tests
- Collecte les retours des utilisateurs et évalue le fonctionnement des versions utilisées
- Supervise le suivi de production

PILOTE LE PROJET

- Organise et gère l'implication des parties prenantes
- Participe à la composition de l'équipe projet
- Cadre, anticipe, évalue les charges
- Rend compte, remonte les alertes et est force de proposition dans l'organisation et le pilotage



CHAMP RELATIONNEL

Vous travaillerez en collaboration étroite avec :

- Les autres équipes de la Ligne Produits RDR,
- Les équipes métier du SVRP et dans une moindre mesure celles du SADRP
- Les partenaires de l'ASP (Editeurs et Régions),
- Le programme Lac de Données Agricoles,
- Les autres Organismes Payeurs
- La DNSI (Direction du Numérique et du Système d'Information),

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Techniques de gestion et de pilotage de projet en mode agile
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Réactivité
- Sens des responsabilités
- Capacité d'écoute
- Etre force de proposition
- Sens de la communication



SAVOIR-FAIRE

- Travailler en mode projet
- Diagnostiquer, gérer les problèmes
- Modéliser un processus
- Organiser, planifier les travaux
- Fédérer, faire preuve de leadership
- Alerter, rendre-compte, partager
- Produire la documentation
- Suite bureautique Office



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Germain LAURENT - , Responsable de la ligne produit RDR4
germain.laurent@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 07 13
- David HUBER – DDRP – Directeur des Opérations –
david.huber@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 07 03
- Catherine MANSOUR - DDRP / MAF – Chargée de mission RH –
catherine.mansour@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 01 32

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
Office national des forêts

Direction territoriale Seine-Nord

Directeur d'agence de Lille

N° du poste : 13634

Catégorie A : cadre supérieur

Cotation : A3 (passage A4 à l'étude)

Situation du poste : vacant au 1^{er} octobre 2023

Localisation du poste : Lille

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	<p>Acteur majeur de la filière forêt-bois, l'Office national des forêts (ONF) rassemble près de 9 000 collaborateurs. En Métropole et en Outre-mer, il gère près de 11 millions d'hectares de forêts publiques appartenant à l'État et aux collectivités territoriales.</p> <p>En Seine-Nord, l'ONF couvre l'Île-de-France, les Hauts-de-France et la Normandie et compte plus de 800 collaborateurs.</p> <p>Echelon de pilotage au niveau territorial, la Direction territoriale (DT) Seine-Nord contribue à l'élaboration et à la déclinaison des différentes stratégies pour faire de l'Office un acteur clé de l'environnement, de la transition écologique et du développement économique dans les régions couvertes.</p> <p>Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par six agences territoriales, une agence Travaux et une agence Etudes. Elle coordonne la représentation de l'ONF et ses relations institutionnelles.</p> <p>L'agence de Lille est l'une des six agences territoriales de la DT. Interdépartementale, elle assure la gestion de 36 500 ha de forêts, dont 31 500 ha de forêts domaniales. Ces forêts présentent un enjeu de production très élevé, 150 000 m³ de bois mobilisés, 4 M euros de travaux domaniaux, 10 M euros de recettes. Les contrats d'approvisionnement représentent la moitié des volumes commercialisés, certains étant stratégiques pour la filière régionale.</p> <p>Les enjeux en matière de gestion durable sont caractérisés par un rythme de régénération très soutenu dans un contexte fort de crise sanitaire et d'évolution des conditions stationnelles (transformation des peuplements). La préservation de la biodiversité est un enjeu majeur sur tout le territoire.</p> <p>En outre, les fonctions sociales sont très présentes et les partenaires nombreux (Région, Départements, CNPR, associations, collectifs...).</p> <p>L'Agence comptabilise 60 collaborateurs réparties entre le site administratif de Lille et les trois unités territoriales (Somme Côte d'Opale, Flandre-Hainaut, Avesnois).</p> <p>L'agence se compose de :</p> <ul style="list-style-type: none">- une direction basée à Lille ;- 3 unités territoriales avec 3 Responsables d'UT et 42 techniciens forestiers territoriaux ;- environ 20 personnes, spécialistes et personnels de soutien techniques et administratifs répartis dans 4 services : Service Forêt, Service Bois, Service Environnement et Accueil du Public et un Secrétariat général.
---	--

OBJECTIFS DU POSTE	<p>Sous l'autorité de la directrice territoriale, le(la) directeur (rice) d'agence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assure la direction de l'agence. Il ou elle manage l'agence qui est organisée en 4 services (service Bois, service Forêt, SEAP (service Environnement et Accueil du Public) et SG) et 4-3 unités territoriales. - met en œuvre le contrat de gestion annuel, signé entre la Direction Territoriale (DT) et l'Agence, qui décline les orientations stratégiques 2021-2025 de la Direction Territoriale Seine-Nord.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	<p>Le directeur/ La directrice :</p> <ul style="list-style-type: none"> - définit la stratégie, négocie les objectifs et moyens de son agence avec la Direction territoriale - assure un management attentif et un pilotage opérationnel de l'agence avec les chefs de service et responsables d'UT ; - assure un rôle majeur de représentation et de protection des intérêts forestiers auprès : des collectivités locales (Conseil Régional, Conseils départementaux, communes), des services de l'Etat(Préfectures, DRAAF, DDT...), des professionnels (ETF, clients), des fédérations départementales de chasseurs , de la gendarmerie, des pompiers.. <p>Il/ elle anime le dialogue forêt - société avec l'appui des chefs de services, des RUT et l'ensemble des personnels de l'Agence. Il/elle assure en outre l'animation de la gouvernance des forêts domaniales : comités de forêts et comité de pilotage.</p> <p>Il/elle établit dans ce cadre la stratégie de communication et s'implique directement dans les actions de communication</p> <ul style="list-style-type: none"> . <p>Il/elle contribue à la stratégie territoriale via une participation active au Codir DT.</p> <p>Il/elle assure le management direct et attentif de 7 personnes (4 chefs de service et 3 responsables d'unité territoriale) : entretiens annuels, négociation des feuilles de route par unité territoriale ou service, suivi et animation de l'activité.</p> <p>Il/elle porte l'organisation des services et leur adaptation, régule et suit l'activité au sein de l'agence, anime les CODIR agence, veille et participe aux recrutements avec le service RH de la DT et traite les affaires RH réservées.</p> <p>Il/elle initie le management technique : orientations sur l'élaboration et la réalisation des aménagements forestiers, adaptations des forêts aux changements climatiques, équilibre forêt-gibier, nouvelles pratiques...</p>
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	<ul style="list-style-type: none"> - services de la DT SN et du siège de l'ONF. - collectivités locales (Conseil Régional, Conseils départementaux, communes), - services de l'Etat : Préfectures, DRAAF, DDT...>, - professionnels du secteur Forêt/bois : ETF, clients, - fédérations départementales des chasseurs , - gendarmerie, pompiers..

COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	<p>Expérience de manager <u>confirmée</u>, y compris en situation de crise</p> <p>Bonnes connaissances du milieu institutionnel</p> <p>Connaissance du fonctionnement de l'ONF</p> <p>Connaissances techniques en sylviculture</p>	<p>Qualités relationnelles et disponibilité indispensables</p> <p>Fortes aptitudes au dialogue, à la pédagogie, à la concertation et à la négociation</p> <p>Bonnes capacités d'analyse et de synthèse</p>
PERSONNES A CONTACTER	<p>Véronique BORZEIX - Directrice territoriale - veronique.borzeix@onf.fr</p> <p>Valérie ERHARD – Cheffe du service RH – valerie.erhard@onf.fr</p> <p>Samira SABBANE – Responsable recrutement – samira.sabbane@onf.fr</p> <p>CV et lettre de motivation pour toute candidature.</p>	



MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
MER

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale des affaires
maritimes, de la pêche et de
l'aquaculture**

OFFRE D'EMPLOI

Intitulé du poste : *Chef de projet assistance à maîtrise d'ouvrage SI pêche*
N° RenoiRH :

Catégorie	Catégorie A (cadre)
Famille d'emploi	<i>Numérique</i>
Emploi	Cheffe/chef de projet analyste de données (assistance à maîtrise d'ouvrage)
Correspondance RMFP	<i>FP2SIC10 - Chargée/Chargé de gouvernance de données</i>
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	<i>Direction générales des affaires maritimes de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA) – Sous-direction de la transformation numérique (SDTNUM) – Bureau des systèmes d'information pêche et aquaculture (BSIPA)</i>
Localisation	<i>Tour Séquoia – 92055 La Défense</i>
Niveau min d'expérience requis (Facultatif)	Confirmé
Spécialité RNCP (Facultatif)	
Rémunération (Facultatif)	

Généralités :

La direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable.

Au sein de la sous-direction de la transformation numérique, le bureau des systèmes d'information de la pêche et de l'aquaculture est responsable de l'assistance à maîtrise d'ouvrage du système d'information de la pêche et de l'aquaculture (SIPA).

Le SIPA permet la valorisation et la gestion des droits de pêche, les concessions de cultures marines, le contrôle des pêches et de l'aquaculture, la collecte, le traitement et la diffusion de données pêche et d'aquaculture, les élections professionnelles et les référentiels pêche et aquaculture.

Finalités et missions :

Vous assurez :

- la valorisation et la gestion des données pêche/aquacole et référentielles associées (engins, espèces, zones, ports,...), des antériorités et des possibilités de pêche avec les bureaux chargés des politiques associées.
- la coordination des travaux sur les contenus, les mises à jour et la diffusion des données pour la connaissance des décideurs et du tout public.
- le suivi des évolutions "référentiels", notamment ceux définis par la CE ou l'UNECE. A ce titre vous êtes en charge de la communication vers ces organismes.
- la conduite du changement avec l'ensemble des acteurs. Le SIPA est en cours de transformation avec la fin de la gestion localisée des référentiels.

Vous animez un groupe de travail, composé d'experts et des représentants responsables des contenus. Il a vocation à instruire la mise à jour des référentiels.

Vous représentez le service sur ces thématiques dans toutes les instances nationales ou internationales (UNECE, CIEM, FAO, SIMM,...).

Liaison hiérarchique :

Le bureau des systèmes d'information pêche et aquaculture représente la DGAMPA dans les instances nationales et internationales dédiées à la mise en œuvre des projets d'échange de données pêche et aquaculture. Il assure la gouvernance du SIPA en cohérence avec le schéma directeur du SI de la DGAMPA.

Au sein du bureau, vous intégrez une équipe de 15 personnes. Vous rapportez directement au chef de bureau et à son adjoint.

De par la nature des dossiers confiés, vous interagissez avec l'ensemble des chefs de projets du bureau et avec de nombreux interlocuteurs internes et externes : équipes de maîtrises d'œuvre, bureaux métier de la direction, partenaires externes nationaux et internationaux.

Spécificités :

Vous maîtrisez les méthodes et bonnes pratiques de pilotage des projets SI. Vous avez une connaissance de la modélisation de données et des principes d'urbanisation.

Vous savez animer et mobiliser un réseau de référents. Vous faites preuve de rigueur et de sens de l'organisation et d'aptitude à la conduite du changement.

Vous vous intéressez aux enjeux métier et savez proposer des arbitrages en argumentant.

Vous maîtrisez l'anglais parlé et écrit.

Vous disposerez d'un bureau partagé, serez équipé d'un ordinateur portable et d'un smartphone. Le télétravail est possible. Vous serez amené à vous déplacer ponctuellement, en France et à l'étranger.

Exigences :

De formation Bac + 5, vous êtes fort d'une expérience confirmée en assistance à maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information dans les services de l'Etat, les collectivités et leurs établissements et/ou vous avez une expérience confirmée en analyse de donnée. Vous avez déjà eu à exploiter des informations recueillies par le biais de différents canaux afin de faciliter les prises de décision au niveau des dirigeants.

Contacts :

Candidature jusqu'au 19 septembre 2023

Laure DASSONVILLE, Sous-directrice de la transformation numérique
Mail : laure.dassonville@mer.gouv.fr
Téléphone : 01 40 81 39 31

Aurélie CHARBONNEAU, Cheffe du bureau des systèmes d'information de la pêche et de l'aquaculture
Mail : aurelie.charbonneau@mer.gouv.fr
Téléphone : 01 40 81 68 57

Fondement juridique du recrutement :

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).
Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.

Premier ministre
Secrétariat général des affaires européennes (SGAE)

Adjoint(e) au Chef du secteur AGRAP « Agriculture - Alimentation - Pêche »
En charge des questions vétérinaires, phytosanitaires et OGM.

N° du poste :

Catégorie : A confirmé et A+ dans le cadre d'une mise à disposition

Cotation parcours professionnel : 3

Poste vacant à partir du 1^{er} octobre 2023

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	<p>Le Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) est un service de la Première ministre, principalement chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein de l'Union européenne.</p> <p>Au sein du SGAE, le secteur AGRAP est chargé d'assurer la cohérence et l'unité de la position française portée au sein des institutions de l'Union européenne dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche.</p>	
OBJECTIFS DU POSTE	<p>Le/la titulaire du poste sera, sous l'autorité de la cheffe de secteur, chargé(e) de la coordination interministérielle des dossiers relatifs aux questions vétérinaires, phytosanitaires et OGM :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivi du Conseil agriculture et pêche et des groupes du Conseil vétérinaires et phytosanitaires, groupes des attachés vétérinaires, CVOs, COHPs, groupes Potsdaam et Roosendaal, Coreper, - suivi des sections du CPVADAAA (à l'exception des sections législation générale alimentaire et toxicologie). <p>Ce poste sera concerné par une actualité législative européenne dense et variée (règlements sur l'usage durable des produits phytopharmaceutiques (SUR), sur les nouvelles techniques génomiques (NGT), révision de la législation relative au matériel de reproduction végétal et forestier, réforme de la législation sur le bien-être des animaux).</p>	
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	<p>Coordination interministérielle, afin d'assurer la transmission des informations et la validation de la position française :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Echanges et envoi d'instructions et de notes à la Représentation permanente auprès de l'UE ; - Préparation et participation à des réunions interservices et interministérielles ; - Veille et élaboration de notes de synthèse, d'alerte et de position pour le secrétaire général et/ou le cabinet de la Première ministre et divers types de dossiers, notamment ceux du Conseil agriculture et pêche ; - Rédaction de comptes-rendus de réunions. 	
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	<p>L'agent travaillera en relation étroite avec l'ensemble des ministères et organismes chargés des questions vétérinaires, phytosanitaires et OGM.</p> <p>L'agent travaillera également en relation étroite avec la Représentation permanente de la France auprès de l'UE, ainsi qu'avec les autres secteurs du SGAE, en particulier les secteurs chargés des aspects juridiques (JUR), environnementaux (EEC), santé (SSJC).</p>	
COMPETENCES LIEES AU POSTE	<p style="text-align: center;">SAVOIRS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance approfondie des structures administratives françaises et européennes dans le secteur sanitaire et phytosanitaire - Connaissances dans les sujets du poste - Maîtrise de l'anglais (lu, écrit). 	<p style="text-align: center;">SAVOIR-FAIRE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réactivité et ouverture d'esprit - Bonnes capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse - Sens de l'initiative et du dialogue - Rigueur - Capacité d'adaptation aux contraintes imposées par l'activité de l'UE - Esprit d'équipe

PERSONNES A CONTACTER	Les agents intéressés sont invités à adresser leur CV et une lettre de motivation à : Mme Myriam CARPENTIER, cheffe du secteur AGRAP, myriam.carpentier@sgae.gouv.fr Mme Caroline DULOUS, cheffe du bureau Ressources humaines et moyens, caroline.dulous@sgae.gouv.fr & sgae.recrutement@sgae.gouv.fr M. Pierre PRIMOT, sous-directeur Europe, International et Gestion intégrée du risque, DGAL, pierre.primot@agriculture.gouv.fr Mme Karine SERREC, sous-directrice Europe, DGPE, karine.serrec@agriculture.gouv.fr
--------------------------	--